

# Bolivie Mouvement « bio »

En Bolivie, plus de 25 000 producteurs, représentés par des organisations paysannes, indigènes, des petites entreprises et des organisations non-gouvernementales, se sont regroupés au sein d'une association de producteurs biologiques (AOPEB). Ils construisent un véritable mouvement de défense de l'agriculture biologique, centré sur des valeurs de décentralisation, de participation et de développement durable des conditions économiques et sociales des petits producteurs.

**Oscar Mendieta**  
Directeur de gestion chez  
AOPEB (Bolivie)

**D**epuis sa fondation en 1991, l'AOPEB s'est taillée une place de choix dans le paysage institutionnel. Membre de la Fédération internationale des mouvements de l'agriculture biologique (IFOAM), elle est à l'origine d'un début de reconnaissance formelle en Bolivie des « *normes de base de la production et de la transformation des produits biologiques* », conformes aux règles internationales de l'IFOAM, ainsi qu'aux standards de l'Union européenne et des États-Unis. En tant qu'interlocutrice directe de l'État bolivien, l'AOPEB a contribué à la création de Bolicert, une entité chargée de la certification interne des productions biologiques boliviennes. Cette certification est indispensable pour passer le cap de la certification internationale (faite entre autres par Naturaland en Allemagne ou Ecofert en France) et donc pour commercialiser les produits biologiques boliviens sur les marchés internationaux.

Vers le milieu des années 1980, l'ouverture des marchés européens et nord-américains aux productions agricoles biologiques, offrait une opportunité nouvelle aux petits producteurs boliviens. L'accroissement de la demande résultait, à l'époque, d'une meilleure conscience environnementale de la société européenne et nord-américaine. Créer l'AOPEB devenait une nécessité afin de défendre les intérêts des producteurs, améliorer leurs conditions de vie et réglementer tant la transformation que la commercialisation de leurs produits. Mais la fondation de l'AOPEB était également incontournable pour renforcer la naissance d'un véritable mouvement environnemental, qui revendique une partici-



Les moissons en Bolivie.  
Photo : Gamma.

ipation de ses représentants dans la gestion officielle de l'agriculture bolivienne. Jusqu'à présent, on ne peut pas dire qu'il existe une politique agricole d'État qui satisfasse le mouvement représenté par l'AOPEB. L'approche gouvernementale reste sensible aux sirènes de l'agriculture intensive, de la «révolution verte», qui favorise les évolutions agrochimiques et laisse les multinationales devenir propriétaires des semences.

La conception « biologique » va contre les intérêts des grandes transnationales, des grandes compagnies de producteurs de produits agrochimiques et même des industries de fabrication de tracteurs. Le gouvernement bolivien est soumis aux pressions de ces groupes d'intérêts. Tandis que l'AOPEB encourage la réappropriation de formes de production et de consommation ancestrales, la mondialisation, vue sous l'angle des transnationales, implique la destruction du « manger local ». La Bolivie, comme de nombreux autres pays, ne >

**Quinoa ? Connais pas !**

« **Cultivatrices de quinoa** » est un livre très instructif sur les producteurs, les organisations paysannes et les familles de cultivateurs de cette céréale bolivienne. Une invitation au voyage dans les dédales du commerce équitable. Les auteurs plaident pour un dialogue Nord-Sud en matière de commerce équitable :

« **Au-delà de l'échange matériel, n'est-ce pas par l'apprentissage mutuel que consommateurs, cadres d'organisations et paysans participent d'une même humanité ?** »

« **Payer un juste prix aux cultivatrices de quinoa. Un éclairage "genre et développement" sur les défis du commerce équitable** », S. Charlier, I. Yopez, E. Andia, coéditions Grial – UCL – Luc Pire, 2000.

> devrait-elle pas d'abord être alimentée par ses millions de paysans, ensuite par les autres...

L'argument qui sert à influencer le gouvernement bolivien en faveur d'une agriculture intensive, consiste à défendre la «révolution verte», les aliments génétiquement modifiés, en vertu de leurs effets soi-disant bénéfiques pour la sécurité alimentaire. Le raisonnement de l'AOPEB est, au contraire, qu'il faut d'abord encourager la production d'une alimentation locale, pour que les producteurs soient auto-suffisants et puissent accéder à un marché équitable. Il faut d'abord se nourrir ; ensuite, exporter les excédents.

### Résultats et potentiels exponentiels

Au terme de la première année d'existence de l'AOPEB (1992), le résultat total des organisations membres atteignait 305 tonnes d'aliments biologiques exportés. Aujourd'hui le chiffre est de 5 000 tonnes. Anapqui, l'Association nationale des producteurs de quinoa <sup>(1)</sup>, membre d'AOPEB, exporte chaque année 700 tonnes. Les producteurs de café comptabilisent 1 200 tonnes. L'agriculture biologique génère 3,5 millions de dollars de recettes annuelles en Bolivie.

Il faut pouvoir porter cette réussite sur le plan politique et démontrer au gouvernement bolivien que ce marché recèle encore plus de possibilités, que le pays doit en profiter. Une étude commandée par le ministère du Commerce extérieur bolivien, à travers l'ambassade d'Allemagne, a révélé que la demande potentielle de produits biologiques en Europe s'élève à 20 milliards de dollars. La même étude affirme que la demande aux États-Unis serait de 6,5 milliards de dollars et au Japon de 3,5 milliards.

Pourquoi ces énormes chiffres virtuels ? Plus que probablement à cause de l'angoisse qui plane autour des OGM ; des crises de la fièvre aphteuse, de la vache folle, qui ont frappé les opinions publiques du Nord. Tous ces facteurs ont plus que probablement permis que 6 % du public européen soit aujourd'hui demandeur de produits biologiques alors qu'ils se situaient vers les 2 % quand l'AOPEB a commencé.

### Avantage comparatif

Le soi-disant sous-développement technologique de la Bolivie n'est-il pas finalement un avantage, car les agriculteurs boliviens continuent à produire selon des méthodes traditionnelles et ancestrales aujourd'hui fort demandées à travers le monde. La Banque mondiale, qui influence fortement les choix politiques en Bolivie, tient un discours en principe favorable à la conservation des pratiques traditionnelles. C'est dire à quel point les pratiques de la Banque mondiale sont ambiguës puisque c'est également elle qui pousse à l'application de politiques agraires favorables, par

exemple, à des multinationales comme Monsanto, productrice d'OGM.

En 2001, nous avons réussi à faire pression pour que le gouvernement bolivien prenne une résolution ministérielle mettant un terme à l'importation de graines et de semences transgéniques. Après quelques mois, des ministres ont affirmé que cette résolution ne valait que pour les sociétés privées mais pas pour les pays frères. Il y avait une explication à cette soudaine volte-face : via son ambassade et par l'entremise du Programme alimentaire mondial, le gouvernement des États-Unis venait d'offrir 2 000 tonnes de maïs transgénique à la Bolivie. Nous avons réagi ironiquement en affirmant que cette ambassade qui nous offre du maïs n'avait qu'à venir nous enseigner comment produire. L'ambassadeur des États-Unis en Bolivie répondit cyniquement, faisant allusion au problème des migrations, que ceux qui n'ont pas envie de manger ce que des millions d'Américains mangent chaque jour, ne doivent donc pas vouloir se rendre aux États-Unis. Nous répondîmes à notre tour que celui qui n'est pas habitué à manger de la nourriture saine, ne doit pas venir en Bolivie. Le ministre de l'Agriculture bolivien poussa cette mauvaise farce jusqu'à affirmer que «ceux qui ont l'estomac vide n'ont pas le droit de choisir». Nous voilà donc aujourd'hui retombés dans un combat pour obtenir un respect de la résolution ministérielle initiale.

### Quelle sécurité alimentaire ?

Le gouvernement bolivien se vante des réussites de culture de soja dans l'Orient bolivien (Bolivie amazonienne). Mais il est de notoriété publique que 3 000 entrepreneurs déboisent plus, sur une année, dans cette région, que 90 000 petits producteurs. Nous nous demandons dès lors où est la sécurité alimentaire ? À quel prix vraiment produit-on ce soja ? La référence à un concept de production soutenue perdure, ce qui montre que le gouvernement ou la classe politique continuent de fonctionner selon un critère d'immédiateté. Leur logique est que ce type d'agriculture engendrera des revenus qui serviront à financer l'achat de tracteurs, l'entretien des machines, etc. Mais la majorité des petits producteurs qui constituent la paysannerie du pays n'ont pas les moyens de produire assez pour accéder au financement et à l'achat de matériel sophistiqué. Le gouvernement devrait changer ses politiques afin de générer de l'emploi agricole au lieu de générer l'achat de technologie et de réussir à rendre les campagnes aux paysans grâce à des techniques de production vraiment maîtrisées par les paysans qui leur permettent de développer un marché sécurisé. Les méthodes de la «révolution verte» sont presque plus des formes de promotion de la ville que de réelles formes de promotion de la campagne. ■

(1) Céréale à haute valeur nutritive d'Amérique latine.